



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des  
territoires et de la mer**

Service de l'Environnement  
Police de l'Eau et des Risques Littoraux

Arras, le **20 JAN. 2022**

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION RECTIFICATIF  
CONCERNANT UN PLAN D'EAU  
SITUE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE DANNES**

**Dossier n° 62-2021-00297**

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment son Livre II de la partie Législative et son Livre II Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LE FRANC, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**Vu** l'arrête du Premier ministre en date du 26 mai 2021 nommant Monsieur Édouard GAYET, ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer à compter du 15 juin 2021 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021-60-40 du 15 juin 2021 portant délégation de signature à Monsieur Édouard GAYET, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

**Vu** la décision du 16 juin 2021 accordant subdélégation de signature à Monsieur Olivier MAURY, Chef du Service de l'Environnement de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais et à ses adjoints ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

**Vu** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Bassin côtier du Boulonnais ;

**Vu** l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicable aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

**Vu** le récépissé de la déclaration délivré le 11 février 1998 à M. Bernard WASSELIN régularisant un plan d'eau sur la commune de DANNES ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions particulière délivré le 11 février 1998 à M Bernard WASSELIN concernant la régularisation d'un plan d'eau sur la commune de DANNES ;

**Vu** la demande de transfert de bénéfice du 3 juin 2021, enregistrée sous le numéro Cascade 62-2021-00297, présentée par M Mickaël LEPRETRE concernant un plan d'eau situé sur la commune de DANNES ;

**Vu** le récépissé de déclaration de transfert de bénéfice du plan d'eau délivré à M. Mickaël LEPRETRE le 3 septembre 2021 ;

**Vu** le contrôle du plan d'eau réalisé le 15 octobre 2021 par un agent chargé de la police de l'eau de la Direction départementale des territoires et de la mer et d'un inspecteur de l'environnement de l'Office Français pour la Biodiversité ;

**Le récépissé de déclaration délivré le 9 septembre 2021 est annulé.**

**Donne un nouveau récépissé à :**

**Monsieur Mickaël LEPRETRE**  
**10 Bis rue Bicêtre**  
**62 360 Étaples**

de la déclaration de transmission à son profit du bénéfice de la déclaration d'un plan d'eau d'une superficie de 2100 m<sup>2</sup> au lieu de 8800 m<sup>2</sup> situé sur la commune de DANNES, parcelles cadastrées AC 64 et 67.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

<b><i>Rubriques</i></b>	<b><i>Intitulé</i></b>	<b><i>Régime</i></b>	<b><i>Arrêté de prescriptions générales correspondant</i></b>
<b>3.2.3.0</b>	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).  Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0., 2.1.5.0. et 3.2.5.0. de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0.	Déclaration	Arrêté ministériel du 09/06/2021

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêté de prescriptions générales correspondant</i>
	Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définies dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.		
<b>3.3.1.0</b>	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Déclaration	Aucun

Copie de ce récépissé est adressée à la mairie de la commune de DANNES pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE du Bassin Côtier du Boulonnais et à la Sous-Préfecture de Boulogne-sur-Mer pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairie de DANNES;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Pour le Préfet et par délégation  
Pour le Directeur départemental  
des territoires et de la mer et par subdélégation

Le Chef du Service de l'Environnement



Olivier MAURY